

TERMINAL 19/84

Revue du Centre d'Information et d'Initiative sur l'Informatisation
1 rue Keller 75011 Paris
Tel : 805.07.65.
Permanence le jeudi de 19h à 20h
Directeur de la publication : Jacques Vetois
Secrétariat de rédaction : E. Braine,
J. Marmelade, J. Vetois, G. Lacroix, B. Lesval
Photocomposition et photogravure :
IPCC 99 rue des Couronnes 75020 Paris
Tel : 636.73.23.
Imprimé par « Rotographie »
2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil
Tel : 859.00.80.
Diffusion : « Diffusion Populaire »
14 rue de Nanteuil 75015 Paris
Tel : 532.06.23.
Reproduction des articles autorisés avec
mention de leur origine et adresse
Commission paritaire : 63526
Dépôt légal 2^e trimestre 1983

Correspondants :

USA : Mike McCullough, 90 East 7th street, Apt 3A, New-York NY 1009.

RFA : Ulrich Briefs WSI/DGB, Hans-Böckler Strasse 39 4000 Düsseldorf (Tel : 43.45.27 ou 45.10.84)

BELGIQUE : Gérard Valenduc, FTU 141 rue de la Loi B-1040 Bruxelles. Tel : (02) 735.60.50. poste 136)

LYON : CII-CEP 44 rue St Georges 69005 Lyon (adresse postale BP 5006 St Jean Lyon cedex 692 45)

NANTES : CIII, c/o Le Bateau Livre, 35 rue Jean Jaurès 44000 Nantes.

Numéros précédents

- N° 1-2/3 : Epuisés.
 - N° 4 : Identité, informatique et sécurité, CP 8 : la carte à mémoire...
 - N° 5 Automatisation, Syndicats et l'informatique, dactylocodeuse de Nantes...
 - N° 6 : Politique industrielle. PS et l'informatique, médias.
 - N° 7 : Les ordinateurs à l'école, dix ans de politique industrielle, SSCI.
 - N° 8 : Guide du fiché (16 pages), Bruno Lussato. Droit du travail et l'informatisation.
 - N° 9 : Télétel : bilan des usagers, cartes à mémoire. Alternatives en informatique ?
 - N° 10 : J. Ellul, jeux électroniques, science-fiction, logo, Villette.
 - N° 11 : Guide des informatisés (11 pages), guerre électronique, Télésurveillance. Une nouvelle façon de penser, CII-HB nationalisée.
 - N° 12 : Dossier Robotique (17 pages). Idéologie, Culture et informatique, Enseignement de l'informatique.
 - N° 13 : Dossier Informatique et Santé (22 pages). Bilan de la CNIL, Boutiques de Sciences.
- (18 F, frais d'envoi au numéro : 3 F)

Photos : Claude Szmulewicz, Parti Radical
Bernard Lesval, CII-HB Thomson.

Abonnements voir page 31

LA CNIL ET LES DONNEES DU POUVOIR

Au lendemain du 10 mai, la CNIL rendait un avis partiellement défavorable au système GAMIN, deux ans après presque à la sauvette, dans l'indifférence générale ; elle légalise un nouveau GAMIN. Comment expliquer ce revirement ? Le retour de l'idéologie « sécuritaire » illustrée par le fichier du terrorisme et par les glissements successifs sur les contrôles d'identité, compte tenu de la sensibilité de la CNIL aux exigences du pouvoir, a joué un rôle essentiel. Mais plus profondément, la crise, les appels à la solidarité et à la « rigueur » s'accompagnent pour les décideurs et les planificateurs de la volonté de disposer de tableaux de bord, de batteries d'indicateurs, et d'une multiplication de données raffinées, censées représenter les ensembles sociaux. Il s'agit de connaître et de juger des catégories sociales sans les avoir rencontrées, de gouverner à distance la société. Ressurgissent l'illusion scientifique de la maîtrise de l'information qui conduirait à la maîtrise des décisions pertinentes et le mythe d'une disparition possible de l'opacité sociale dans une société contractuelle sans féodalités ni corporatismes. Dans cette société, les rapports de force et de ruse, la violence symbolique seraient remplacés par des rapports de transparence, irrigués par de la bonne information.

D'où cette exigence à disposer de données, de toujours plus de données et de plus en plus nominatives pour pouvoir suivre les groupes dans le temps ; données sur les pauvres, sur les nantis, sur les retraités, les malades, les immigrés. Les originaires des DOM-TOM, données sur les chômeurs, les jeunes, données sur l'éducation, etc.

Un exemple : on aurait pu croire que les lois sur la décentralisation en rapprochant les centres de décision des administrés, devaient conduire à une déflation de ce gouvernement par la statistique. Pas du tout, à l'exigence du pouvoir central de disposer d'un réseau homogène d'information. (La parcellisation et la discontinuité de l'information, étant ressentie comme un danger) s'ajoutent désormais celle des nouveaux pouvoirs locaux, de disposer de leurs propres données. Au « noyau dur » des données étatiques se surajoutent des « compléments régionaux ». Ainsi, lors du dernier recensement, la CNIL a-t-elle autorisé, les communes à prendre copie des fichiers normalement destinés à l'INSEE, contre un hypothétique engagement de rendre ces données non nominatives. Chercheurs sociaux, administrateurs, planificateurs pour lesquels une « société ne progresse qu'en se connaissant elle-même », voient dans la loi du 6 janvier 1978 sur « l'informatique, les fichiers et les libertés » un obstacle à leur boulimie de données. Ils ont déjà obtenu que la CNIL assouplisse sa jurisprudence : aux finalités précises de tout traitement automatique des données (« la carte d'identité doit servir à prouver l'identité et pas autre chose ») se substitue la notion floue de « finalité sociale » ou « d'extension de finalité » (délibérations 81-92 du 21 juillet 1981 et 82-108 du 6 juillet 1982). Dans ce cadre, un fichier pourra être exploité comme « gisement de données » pourvu que l'on respecte un vague intérêt général... Certains, à l'intérieur de la CNIL recommandent même une révision de la loi, pour permettre dans certains cas l'accès à des données nominatives ou pour dispenser les détenteurs de fichiers du secteur privé, des formalités de déclaration...

Non ! Les données nous concernant n'appartiennent ni à l'Etat, ni aux administrations, c'est aux utilisateurs et aux collectivités concernées, avec l'accord explicite des personnes membres de ces groupes, de construire leurs propres données selon la logique de leurs besoins. Les technocrates, aménageurs et planificateurs du bonheur collectif, prétendent se saisir de soi-disants besoins sociaux pour rationaliser leur mode de gouvernement des hommes et des groupes : mais comme le montre le boycott du recensement en RFA (voir l'article de J. Vetois dans ce numéro), la mobilisation politique ne se fait pas pour plus de rationalité, mais pour plus de liberté et d'autonomie, pour la défense du droit à notre propre intimité et à notre identité, pour le droit à contrôler la définition et l'usage des informations nous concernant. Dans cette perspective, les propositions du CIII pour un contrôle positif et décentralisé de l'informatique, là où sont saisies et élaborées les données, prennent toute leur signification.

Le 1^{er} mai 1983 CIII

SOMMAIRE

L'événement :

le centre mondial

R. Essarts p. 3

Dossier micro-informatique et associations

● USA B. Lesval p. 6

● Laboratoire informatique

M. Giry, J.L. Bon p. 10

● Associations lyonnaises

ASIL p. 14

● SGEN-CFDT p. 18

Dossier politique industrielle

● Industrie et rapports sociaux

A. Lipietz p. 19

● Filière électronique

P. Mottard p. 22

● CII-HB F. Duval p. 27

Société informationnelle

U. Briefs p. 29

Boycott du recensement

J. Vetois p. 30

CIII-Bloc note p. 31

Plainte du CIII p. 36